

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 14 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Garage BREITEL

6, Les Bobinières
79420 Reffannes

Références : 0100059318/2024/10

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement Garage BREITEL implanté 13 route de Vautebis Le Bourg 79420 Vausseroux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La commune de Vausseroux a acquis en 2021 un ancien garage/station-service situé au 13 route de Vautebis à Vausseroux. Celui-ci avait subi un incendie en 2018 et son activité avait été arrêtée depuis.

Le dernier exploitant, qui était également propriétaire, est l'entreprise Garage Breitel, dont le nouveau site est aujourd'hui implanté à Reffannes.

En 2021, lors de l'achat des parcelles du site, la commune de Vausseroux a été informée des anciennes activités et a accepté la reprise du terrain avec les équipements laissés tels quels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Garage BREITEL
- 13 route de Vautebis Le Bourg 79420 Vausseroux

- Code AIOT : 0100059318
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le garage et la station-service qui étaient situés au 13 route de Vautebis à Vausseroux avaient été déclarés dans le cadre d'une régularisation par M. Blanchard, ancien exploitant, au titre des rubriques 206 et 254 de la nomenclature des installations classées (récépissé de déclaration n° 667/73 du 17/12/1973 qui fait état d'une activité sur le site à partir du 01/08/1965). Depuis, la nomenclature a évolué suite à la parution de décrets (celui du 03/03/2014 notamment) et ces rubriques ont été remplacées, en particulier par les rubriques 2930, 1435 et 4734.

À noter qu'aucun changement d'exploitant, ni déclaration de modification, ni déclaration d'antériorité, ni de cessation d'activité n'a été déclaré pour ce site. La mise en sécurité du site et le démantèlement des installations n'ont pas été réalisés par le dernier exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Décret du 03/03/2014	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des volumes (5 m³ de gazoil, 5 m³ d'essence et 5 m³ de supercarburant) et des surfaces (garage de 342 m²) des installations, le site n'était plus classé au titre de la réglementation ICPE au moment de la reprise d'activité par la société Garage Breitel. Le jour de la visite, la partie garage n'existe plus et les pompes de distribution ne sont plus en état de fonctionnement. Ce site relève donc de la police du maire et est soumis à l'arrêté du 01/07/2004 pour les stockages de liquides inflammables non classés.

Depuis l'incendie de 2018, ainsi qu'après la vente du site en 2021 à la commune, les installations de la station service sont restées en place (3 cuves contenant encore du carburant, 2 pompes de distribution, un décanteur-séparateur d'hydrocarbures, 3 bouches de réception en produit des cuves).

La mise en sécurité du site doit être réalisée (vidange, dégazage, inertage des cuves, démantèlement des installations (pompes, tuyauteries,...)).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 03/03/2014
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Rubrique 4734 : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :

- a) Supérieure ou égale à 2 500 t
- b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t
- c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total

Constats :

Point administratif :

Une déclaration pour la régularisation de l'exploitation du site au titre des rubriques 206 (garage) et 254 (dépôt d'hydrocarbures) de la nomenclature des installations classées a fait l'objet d'un récépissé de déclaration n° 667/73 du 17/12/1973. Depuis, la nomenclature a évolué suite à la parution de plusieurs décrets, notamment ceux des 28/12/1999, 08/06/2006 et 03/03/2014.

Au 02/04/2007, date de début d'exploitation par la société Garage Breitel, les rubriques en vigueur correspondant aux activités du site étaient les suivantes :

- 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs) : d'après l'ancien exploitant, la surface du garage était de 342 m², inférieure à celle du seuil de déclaration (2000 m²),
- 1432 (Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430) : 5 m³ d'essence (liquide inflammable de 1^{ère} catégorie, coefficient 1), 5 m³ de sans-plomb (liquide inflammable de 1^{ère} catégorie, coefficient 1) et 5 m³ de gasoil (liquide inflammable de 2^{ème} catégorie, coefficient 1/5) stockés dans des cuves double-enveloppe enterrées (coefficient 1/5). En application de la rubrique 1430 du décret n° 53-578 du 20/05/1953, la capacité équivalente de ce stockage est de 2,2 m³ ($C_{eq} = (5+5+5/5)/5$), inférieure à celle du seuil de déclaration (10 m³),
- 1434 (Remplissage de liquides inflammables) dont le seuil de classement à déclaration est de 1 m³/h (débit équivalent) : au regard des volumes stockés, le débit équivalent des pompes de distribution était vraisemblablement inférieur à 1 m³/h.

Ces activités n'étaient donc plus classées au titre de la réglementation ICPE.

Le jour de la visite, le représentant de la société Garage Breitel indique :

- avoir exploité le garage automobile et la station-service sis route de Vautebis à Vausseroux du 02/04/2007 au 11/07/2018 (date de l'incendie du garage mentionnée sur l'attestation du 31/07/2018 délivrée par la société Expertises Galtier et présentée à l'inspectrice),
- ne pas avoir eu d'information relative au classement ICPE du site lors de l'acquisition du site,
- que la station-service, alors propriété de la commune, avait été rénovée en 1993 avec notamment le remplacement des deux cuves de 5 et 4,5 m³ par des réservoirs enterrés à double paroi, l'un de 5 m³ pour le gasoil, l'autre, double (2 fois 5 m³), pour l'essence et le sans-plomb,
- que le bâtiment incendié avait une surface de 342 m²,
- avoir vendu le site en l'état à la commune le 17/12/2021 après négociation. L'acte notarié du 17/12/2021 présenté à l'inspectrice précise en effet l'existence avant incendie d'un garage automobile et d'une station-service sur le terrain, que la neutralisation des cuves enterrées n'a pas été faite et qu'elles contenaient encore du carburant au moment de la vente, que les équipements n'ont pas été démantelés, notamment les deux pompes de distribution,
- que le site n'a plus été exploité depuis l'incendie de 2018 et qu'à sa connaissance les cuves n'ont pas été vidées et dégazées depuis.

Travaux suite à l'incendie :

Le représentant de la société Garage Breitel indique :

- qu'après l'incendie, le site a été clos par des grilles, et ce, durant toute la phase de chantier de démolition et d'évacuation des déchets. Par la suite, des rubalises ont été installées, mais n'ont pas été maintenues,
- avoir fait procéder par la société Bouchaud Terrassement à la démolition du bâtiment incendié, à

l'enlèvement et le traitement des déchets issus de cette démolition, ainsi que la remise en état du terrain sur l'emplacement de l'ancien garage. Il présente à l'inspectrice la facture FA00549 du 30/11/2018 acquittée détaillant les travaux réalisés.

Il confirme que les installations de la station-service (cuves, pompes, tuyauteries, séparateur-décanteur d'hydrocarbures) ont été laissées en l'état avec, à minima, un reliquat de carburant dans le fond des cuves. Il explique qu'il avait fait faire un devis pour réaliser l'inertage des cuves, mais qu'après discussion et accord avec la commune, le terrain a été vendu sans être remis en état.

Le représentant de la société Garage Breitel précise qu'à la reprise du site en 2007, des bidons d'huile avaient été stockés dans le garage par l'exploitant précédent et que des écoulements d'huile antérieurs à sa reprise du site avaient pu s'y produire avec une pollution potentielle du sol.

L'inspectrice constate le jour de la visite que les deux pompes (gasoil et sans-plomb) sont toujours en place mais ne sont plus fonctionnelles (les flexibles de distribution ont été enlevés), ainsi que les 3 bouches de remplissage permettant d'alimenter les cuves. Sur la plateforme bétonnée, qui accueillait également une station de lavage, les plaques d'accès aux cuves de stockage sont toujours présentes, de même que celle du séparateur d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Sans suite